

# D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2019-049	R-3867-2013	18 avril 2019
Phases 2 et 3		

## PRÉSENTS :

Marc Turgeon  
Françoise Gagnon  
François Émond  
Régisseurs

Énergir, s.e.c.  
Demanderesse

et

**Intervenants dont les noms apparaissent ci-après**

**Décision sur les frais des intervenants**

*Demande relative au dossier générique portant sur  
l'allocation des coûts et la structure tarifaire d'Énergir*



**Demanderesse :**

**Énergir, s.e.c.**

**représentée par M<sup>e</sup> Hugo Sigouin-Plasse, M<sup>e</sup> Vincent Locas et M<sup>e</sup> Marie Lemay Lachance.**

**Intervenants à la phase 2 :**

**Association des consommateurs industriels de gaz (ACIG)**

**représentée par M<sup>e</sup> Guy Sarault;**

**Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (section Québec) (FCEI)**

**représentée par M<sup>e</sup> André Turmel;**

**Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement (GRAME)**

**représenté par M<sup>e</sup> Geneviève Paquet;**

**Option consommateurs (OC)**

**représentée par M<sup>e</sup> Éric David;**

**Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE)**

**représenté par M<sup>e</sup> Franklin S. Gertler;**

**Stratégies énergétiques et Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (SÉ-AQLPA)**

**représenté par M<sup>e</sup> Dominique Neuman;**

**Union des consommateurs (UC)**

**représentée par M<sup>e</sup> Hélène Sicard.**

## 1. DEMANDE

[1] Le 15 novembre 2013, Société en commandite Gaz Métro (Gaz Métro) dépose à la Régie de l'énergie (la Régie) une demande relative au dossier générique portant sur l'allocation des coûts et sa structure tarifaire (le Dossier).

[2] Le 4 août 2016, la Régie rend sa décision D-2016-126<sup>1</sup> par laquelle elle scinde le Dossier en quatre phases. L'examen de la structure tarifaire, de l'interfinancement et de la stratégie tarifaire du service de distribution, initialement prévu dans le cadre de la phase 2, est reporté en phase 4. Les sujets examinés dans le cadre de la phase 2 portent dorénavant sur :

- l'allocation des coûts, la tarification et les conditions de service relatives aux services de fourniture, de transport et d'équilibrage;
- les coûts associés à la flexibilité opérationnelle, à verser dans une nouvelle fonction;
- les suivis découlant de décisions antérieures qui ont trait aux tarifs et aux conditions de service associés à ces services;
- la révision de l'offre de service interruptible.

[3] Le 11 décembre 2017, Gaz Métro informe la Régie que depuis le 29 novembre 2017, elle a modifié sa dénomination sociale, en français, pour Énergir, s.e.c. (Énergir ou le Distributeur).

[4] Le 6 août 2018, la Régie rend sa décision D-2018-103<sup>2</sup> par laquelle elle suspend temporairement et pour une période indéterminée le calendrier d'examen de la phase 2, puisqu'elle requiert la production d'un rapport d'expertise sur des pistes d'améliorations possibles des méthodes de fonctionnalisation, de classification et d'allocation des coûts de fourniture, de transport et d'équilibrage, à la lumière du nouveau contexte dans lequel évolue le Distributeur.

---

<sup>1</sup> Décision [D-2016-126](#).

<sup>2</sup> Décision [D-2018-103](#).

[5] Le 10 août 2018, la Régie rend sa décision D-2018-106<sup>3</sup> portant sur les frais intérimaires des intervenants ayant participé aux quatre séances de travail tenues en décembre 2017 et janvier 2018 (les quatre séances de travail) dans le cadre de la phase 2. De plus, elle demande aux intervenants de déposer, si nécessaire, une demande de paiement des frais encourus en phase 2 et qui ne seraient pas visés par cette décision.

[6] Du 23 août au 10 septembre 2018, en suivi de la décision D-2018-106, l'ACIG, la FCEI, OC, le ROEE et SÉ-AQLPA déposent leur demande de paiement de frais.

[7] Le 17 septembre 2018, Énergir dépose ses commentaires sur les demandes de paiement de frais des intervenants, soulignant, notamment, une possible erreur dans la demande de la FCEI.

[8] Le 21 septembre 2018, la FCEI dépose une demande de paiement de frais pour la traduction de documents, pour la période de mars 2017 à février 2018, ces frais ne faisant pas l'objet de la décision D-2018-104 rendue dans le cadre de la phase 3B.

[9] Le 8 mars 2019, en raison du départ à la retraite, en 2018, de madame Louise Pelletier et de monsieur Laurent Pilotto, la Régie annonce que la nouvelle formation désignée au présent dossier est désormais composée de M<sup>e</sup> Marc Turgeon, qui agira à titre de président de la formation, de madame Françoise Gagnon et de monsieur François Émond.

[10] La présente décision porte sur l'octroi des frais aux intervenants pour leur participation à la phase 2 du Dossier, autres que pour les quatre séances de travail. Elle porte également sur la demande de paiement de frais de la FCEI liée à la traduction de documents.

---

<sup>3</sup> Décision [D-2018-106](#).

## 2. FRAIS

### *Frais liés à la phase 2*

[11] Les demandes de paiement de frais de l'ACIG, la FCEI, OC, le ROEE et SÉ-AQLPA, déposées en suivi de la décision D-2018-106, totalisent 114 294,73 \$. Ce montant total inclut une enveloppe globale de 6 400 \$ pour la FCEI et de 7 358,40 \$ (taxes incluses) pour SÉ-AQLPA, en lien avec leur participation aux quatre séances de travail. En excluant les frais intérimaires reçus par SÉ-AQLPA, le total des frais réclamés par les intervenants pour leur participation à la phase 2 du Dossier s'élève à 107 894,73 \$.

[12] OC et le ROEE demandent que les frais encourus par leur expert respectif, pour sa préparation et sa participation aux quatre séances de travail, soient traités en sus du montant forfaitaire de 6 400 \$ octroyé par la décision D-2018-106. À cet égard, les intervenants précisent que ce montant forfaitaire compense uniquement le travail de leur analyste.

[13] Énergir constate que la FCEI demande le paiement de 6 400 \$ pour sa participation aux quatre séances de travail. Considérant que cette somme a déjà été acquittée à la suite de la décision D-2018-106, le Distributeur présume qu'il s'agit d'une erreur et demande à la Régie de déduire ce montant des frais réclamés par la FCEI.

[14] Dans sa décision D-2018-106, la Régie octroyait à l'ACIG, la FCEI, OC, le ROEE et SÉ-AQLPA le montant de 6 400 \$ fixé pour leur participation aux quatre séances de travail et précisait que les taxes seraient traitées au moment de l'octroi des frais finaux. Elle demandait également aux intervenants de déposer leur demande de paiement des frais encourus pour la phase 2, autres que ceux liés aux quatre séances de travail.

[15] Dans ce contexte, la Régie réduit les frais réclamés par la FCEI et SÉ-AQLPA, afin d'exclure tout montant lié aux quatre séances de travail, incluant les frais intérimaires reçus. Conséquemment, les frais réclamés par les intervenants, sur lesquels porte la présente décision, s'élèvent à 100 536,33 \$.

### ***Frais liés à la phase 3***

[16] Dans sa décision D-2016-186<sup>4</sup> rendue dans le cadre de la phase 3 du Dossier, la Régie demandait à la FCEI de coordonner les besoins des intervenants en matière de traduction de documents et de rendre disponibles les documents traduits en procédant à leur dépôt au Dossier.

[17] Dans sa décision D-2018-104<sup>5</sup> portant sur le sujet B de la phase 3, la Régie octroyait à la FCEI les frais qu'elle réclamait, dont un montant de 6 122,75 \$ lié à la traduction de documents.

[18] Or, après révision du dossier, la FCEI indique avoir omis de soumettre la facture pour d'autres travaux de traduction de documents pour la période de mars 2017 à février 2018, au montant de 43 799,50 \$. Elle explique cet oubli par une modification importante du système de facturation, qui a entraîné divers délais et inconvénients.

[19] Conséquemment, la FCEI demande le remboursement des frais de traduction qui n'ont pas fait l'objet de la décision D-2018-104, au montant de 43 799,50 \$.

### ***Cadre juridique et principes applicables***

[20] En vertu de l'article 36 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*<sup>6</sup>, la Régie peut, notamment, ordonner au Distributeur de verser des frais aux personnes dont elle juge la participation utile à ses délibérations.

[21] Le *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*<sup>7</sup> ainsi que le *Guide de paiement des frais 2012*<sup>8</sup> (le Guide) encadrent les demandes de paiement de frais que la Régie peut payer ou ordonner de payer, sans limiter son pouvoir discrétionnaire de juger de l'utilité de la participation des intervenants à ses délibérations et du caractère nécessaire et raisonnable des frais encourus.

---

<sup>4</sup> [Page 15](#), par. 55.

<sup>5</sup> [Page 9](#), par. 36.

<sup>6</sup> [RLRQ, c. R-6.01](#).

<sup>7</sup> [RLRQ, c. R-6.01, r. 4.1](#).

<sup>8</sup> [Guide de paiement des frais 2012](#).

***Frais réclamés, frais admissibles et frais octroyés***

[22] La Régie évalue le caractère nécessaire et raisonnable des frais réclamés en tenant compte des critères prévus aux articles 13 et 15 du Guide.

[23] La Régie a reçu les demandes de paiement de frais des intervenants, selon les modalités prévues au Guide, à l'exception des frais des experts retenus par OC et le ROEE quant à leur taux horaire et leur participation aux quatre séances de travail.

[24] Le tableau suivant présente les frais réclamés et ajustés par la Régie ainsi que les frais admissibles et les frais de traduction octroyés.

**TABLEAU 1**  
**FRAIS RÉCLAMÉS (ET AJUSTÉS), ADMISSIBLES ET OCTROYÉS**

<b>Intervenants</b>	<b>Frais réclamés ajustés (\$)</b>	<b>Frais admissibles (\$)</b>	<b>Frais de traduction réclamés et octroyés (\$)</b>
ACIG	11 797,62	11 797,62	
FCEI	16 990,50	16 990,50	43 799,50
OC	28 680,76	28 657,20	
ROEE	22 673,60	22 664,66	
SÉ-AQLPA	20 393,85	20 393,85	
<b>TOTAL</b>	<b>100 536,33</b>	<b>100 503,83</b>	<b>43 799,50</b>

[25] En ce qui a trait à l'admissibilité des frais réclamés, la Régie réduit les frais de transport d'OC, selon les pièces justificatives fournies, et les frais d'hébergement d'OC et du ROEE, selon le montant maximum admissible pour une nuitée.

[26] **La Régie considère que la participation de l'ACIG, la FCEI, OC, le ROEE et SÉ-AQLPA a été utile et leur accorde ainsi les frais admissibles détaillés au tableau 1.**



[27] **Quant aux frais de traduction encourus par la FCEI au bénéfice de l'ensemble des participants, dans le cadre de la phase 3 du Dossier, la Régie les juge utiles et accorde à la FCEI le remboursement de ces frais au montant de 43 799,50 \$.**

[28] **Pour ces motifs,**

La Régie de l'énergie :

**OCTROIE** à l'ACIG, la FCEI, OC, le ROEE et SÉ-AQLPA les frais admissibles indiqués au tableau 1;

**OCTROIE** à la FCEI les frais de traduction de 43 799,50 \$;

**ORDONNE** à Énergir de payer aux intervenants, dans un délai de 30 jours, les frais octroyés par la présente décision.

Marc Turgeon

Régisseur

Françoise Gagnon

Régisseur

François Émond

Régisseur